

Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ)

Téléphone : 514-390-0110

Site Internet : www.asse-solidarite.qc.ca

Adresse : 2065 Parthenais local 383, Montréal, Québec, H2K 3T1

Cahier de formation Mise à jour : 16 septembre

Camp de formation d'automne 2010

- Les 18 et 19 septembre 2010 à partir de 9h00
- Au Cégep de Sherbrooke
475, rue du Cégep, Sherbrooke (Qc)
- Frais de participation : 35 \$ membre et 45 \$ non-membre
5 \$ de réduction à partir de la 4e personne par organisation

Association hôte :

Association étudiante du Cégep de
Sherbrooke

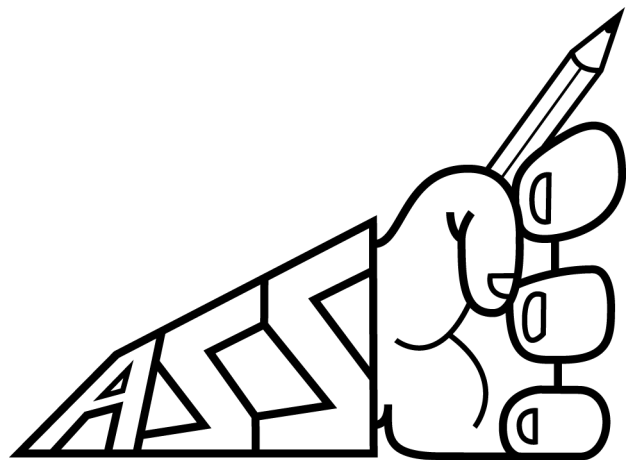
(AECS)

Téléphone :

819-346-1874

Pavillon 6, local 21-104

Site Internet : www.aecs.info



Beaucoup de documentation est disponible en ligne :

- Recherches
- Cahiers de Camps de formation
- Matériel d'information (tracts, feuillets, affiches)
- Journaux Ultimatum et notre revue qui porte le même nom
- Et beaucoup d'autres choses!



Horaire du camp de formation

Samedi 18 septembre 2010

9h à 11h	10 ans de réformes et luttes sociales au Québec : entre continuité et permanence dans les mouvements sociaux [Nicolas Phébus]
11h à 12h	Atelier sur les luttes sociales
12h à 13h	Dîner
13h à 15h15	Dégel des frais de scolarité et économie du savoir [Éric Martin]
15h30 à 17h30	Atelier féministe [Fanny Lavigne, Justine Rouse-Lamarre]
17h30 à 18h30	Souper
18h30 à 20h30	Ateliers pratiques simultanés [Alex Desrochers, Shanie Morasse, Jean-Christophe Gascon, Alain Savard]

Dimanche 19 septembre 2010

10h à 12h	Budget 2010-2011, la Coalition et ses revendications [Philippe Ethier, Martin Robert]
12h à 13h	Dîner
13h à 14h	Comment être un bon ou une bonne délégué-e à l'ASSÉ [Alex Bourdon-Charest]
14h à 17h	De la crise financière à l'austérité budgétaire

Table des matières

Horaire du camp de formation.....	3
ABC de la mob :.....	5
Les stéréotypes sexistes dans la presse, la publicité et la communication.....	11
« Le Comité femmes en grève : entrevue avec Isabelle, Françoise et Anne ».....	14
Économie du savoir : L'éducation au service de l'accumulation capitaliste.....	20
Les hommes et le féminisme : intégrer la pensée féministe.....	25
Être délégué-e à une instance.....	28

ABC de la mob :

1. C'est quoi la mobilisation?

La mobilisation est la base de toutes les associations qui se réclament du syndicalisme de combat. Elle passe d'abord par la diffusion d'informations auprès de la population étudiante, elle favorise la culture démocratique et elle permet la prise de conscience ainsi que l'action politique chez une population sur un enjeu la concernant.

2. Pourquoi faire de la mobilisation?

2.1 Information

La mobilisation sert tout d'abord à informer la population de l'établissement sur les différents enjeux de la société, sur les revendications du regroupement ainsi que sur les moyens d'action mis en oeuvre pour en arriver à ces fins. Que se soit pour informer largement sur les revendications, pour favoriser une forte participation à une assemblée générale ou à des actions, une mobilisation bien faite est l'outil essentiel à l'atteinte des revendications et à la réussite d'une organisation. L'information de la population étudiante sur un enjeu quelconque est la condition non suffisante, mais nécessaire à toute mobilisation ultérieure sur ce même dossier.

2.2 Rapport de force

L'objectif principal de l'information auprès d'une population est de créer un rapport de force face aux adversaires politiques. Une base bien informée augmente de beaucoup le rapport de force de votre regroupement sur les différents acteurs et différentes actrices de la société; que ce soit le gouvernement, votre administration locale, le conseil municipal ou autre. Une population informée risque forcément de moins se laisser marcher sur les pieds et la partie adverse risque d'être moins encline à aller à l'encontre de vos revendications, considérant la mobilisation massive qui pourrait s'en suivre contre leur

politique. Le rapport de force est une partie très importante de toute organisation qui se réclame du syndicalisme de combat. Comme la mobilisation augmente le rapport de force, celle-ci doit être constante et bien orchestrée.

2.3 Continuité dans les actions

Une mobilisation constante sur le terrain favorise une meilleure continuité entre les actions ou les grandes mobilisations. Prenons l'exemple d'une association étudiante qui participe à la campagne de l'ASSÉ contre l'ingérence du privé dans les services publics : une mobilisation massive a lieu sur le terrain pour informer des problématiques et conséquences engendrées par l'ingérence du privé dans le système public. Par la suite, une action de sensibilisation a lieu sur le campus pour dénoncer la présence d'une entreprise privée gérant un service. Les étudiantes et les étudiants déjà informé-e-s sur la revendication ont beaucoup plus de chances de se présenter au moins en appui à l'action. L'action de sensibilisation a créé un momentum durant lequel toute l'attention du campus était tournée vers la problématique du privé dans le public. Plus il y a d'information sur un campus, plus il y a une continuité entre les actions, et plus l'association étudiante peut espérer toucher un large bassin de sa population et éventuellement obtenir des gains concrets.

2.4 Escalade des moyens de pression

La continuité seule des actions ne suffit pas. Mobiliser par la diffusion d'informations tout au long d'une session risque de paraître répétitif et peut-être même inutile aux yeux d'une population étudiante. Répétitif si l'effort n'est pas fait par les militants et militantes pour renouveler le matériel d'information (une section sur ce sujet suivra). Inutile si rien ne bouge par rapport aux revendications de départ. Au contraire, la population étudiante mobilisée et informée trouvera intéressant et participera à l'action suivante dans l'escalade des moyens de pression si l'adversaire politique ne concède la revendication

maintenant considérée juste, légitime et désirée par la population mobilisée. Pour cette raison, il est important d'élaborer dès le départ des revendications réalisables et de mettre de l'avant les moyens de pression adéquats dans le but d'obtenir des buts concrets et considérés atteignables par l'ensemble de la population.

3. Thèmes de la mobilisation

Il existe plusieurs thèmes sur lesquels on peut faire de la mobilisation. Il sera ici question de quelques-uns : Informations générales sur l'association étudiante, instances décisionnelles ou débats politiques, actions de mobilisation, association nationale.

3.1 Ton association étudiante

La plupart des étudiantes et étudiants venant du secondaire ou d'un cégep à faible tradition militante ne connaissent pas le principe d'une association étudiante, encore moins le syndicalisme de combat. Les grands médias parlent très peu ou très mal des associations étudiantes, les quelques allusions syndicales faisant référence aux grandes centrales. La première mobilisation à faire est donc l'introduction des étudiants et étudiantes à une vie politique réellement démocratique. En début d'année, une bonne rentrée scolaire s'observe par une grande visibilité de l'association étudiante (ses principes, ses structures, son fonctionnement, la campagne annuelle). Elle doit se faire de la façon la plus large possible pour informer le plus de gens possible (section à suivre : types de mobilisation). C'est avec cette première approche qu'il est possible d'aller chercher plus rapidement ceux et celles qu'on dit des « mobbeux naturels » ou « mobbeuses naturelles » les plus enclins et enclines à se mobiliser, ceux et celles qui composeront la relève de votre association étudiante.

3.2 Instance (Assemblée générale; débat)

Ce type de mobilisation n'est pas celui qui semble le plus plaisant à faire, mais il est d'une

importance capitale. En fait, comme l'assemblée générale constitue l'instance décisionnelle de nos organisations syndicales, il est dès plus important que les gens s'y rendent dans un premier temps, mais aussi qu'ils et elles soient informées des enjeux qui y seront traités. Une bonne mobilisation avant l'assemblée générale prend certes beaucoup de temps, mais en sauve beaucoup durant l'assemblée générale et beaucoup de propos inutiles sont ainsi évités. Prenons l'exemple d'une campagne qui est menée pour une grève d'une journée pour favoriser la participation à une manifestation. Une bonne mobilisation précède l'assemblée générale sur les revendications -expliquant pourquoi et comment se vit une journée de grève sur le campus - permet d'éviter et/ou de devancer les propos démagogiques sur la journée de grève en question. Une bonne mobilisation permet généralement de répondre à plusieurs questions que la population étudiante se pose.

Finalement, l'information préliminaire est une bonne façon de dynamiser un campus avant et pendant l'assemblée, de faire en sorte que l'assemblée soit d'autant plus pertinente et centrée sur le débat; un mandat adopté de telle façon a un poids politique d'autant plus fort : on est prêt à procéder à la prochaine étape dans l'escalade des moyens de pression.

3.3 Action, manifestation, journée de grève, pétition

La mobilisation pour les différentes actions est souvent celle qui est la plus plaisante à faire, du moins celle qui apporte un meilleur dynamisme. Cette partie de la mobilisation est importante dans le sens où elle démontre concrètement l'état de notre mobilisation générale. C'est aussi souvent dans ce genre de mobilisation que des nouvelles personnes désirent s'impliquer. Rien de mieux que le concret pour sensibiliser et intéresser les gens à prendre part à la lutte. Il faut cependant se rappeler qu'une telle action nécessite l'information préalable : on ne peut demander à quelqu'un ne connaissant rien des

revendications de se mettre à agir politiquement.

3.4 Association nationale

Lors de l'élaboration de la prochaine campagne, l'année 2008-2009 fut considérée par le Congrès comme une année de consolidations internes. La campagne annuelle contre la privatisation des services publics se veut une campagne qui cherche à rétablir le lien avec les membres des associations locales et à solidifier la base militante sur les campus. Le privé nous touche tous et toutes, c'est pourquoi tout le monde peut orienter la campagne selon les réalités locales. Dans l'éventualité où tout le travail de mobilisation a été fait lors d'une campagne, et que le comité de mobilisation se cherche du travail supplémentaire; il est possible, et même souhaitable, de faire du travail de valorisation de l'ASSÉ. Dans nombre d'associations étudiantes, les étudiants et étudiantes connaissent leur association locale, mais ne connaissent pas ou connaissent peu l'ASSÉ. C'est une situation grave à laquelle il faut remédier si on veut éviter des désaffiliations basées sur de la désinformation. Le journal l'Ultimatum, les camps de formation et congrès, les comités de travail sont tout autant d'occasions de parler de l'ASSÉ et de faire comprendre son rôle et son importance dans le passé et dans l'avenir.

4. Comment on fait de la mobilisation?

La première chose à faire pour une association étudiante avant d'aller sur le terrain de la mobilisation est d'élaborer et de traduire localement les objectifs de la campagne nationale. Même si tout le monde travaille dans le même sens au national, la situation est différente sur chaque campus et tous ne partent pas du même point. Certains sur le privé, d'autres sur le financement public ou encore sur la démocratisation des instances; c'est à chaque association locale d'orienter selon les gains possibles, et ce, en regard des moyens disponibles.

4.1 Organisation

L'organisation est la base pour une mobilisation efficace. Il ne s'agit pas de faire imprimer des tracts et d'aller les distribuer ici et là. Bien sûr que c'est mieux que rien, mais il serait préférable d'optimiser le temps de mobilisation pour avoir les meilleures retombées possible. Pour ce faire, voilà une des nombreuses façons de s'organiser au local.

4.2 Comité de mobilisation

On ne peut faire de mobilisation sans comité de mobilisation. Bien que ce ne sont pas toutes les associations étudiantes qui possèdent dans leur structure un tel comité; que tous n'ont pas la base militante pour en avoir un qui n'est pas composé que de membres de l'exécutif, stimuler leur création en début de chaque session est une excellente idée pour avoir une session dynamique. Advenant le cas où il est impossible de créer un comité de mobilisation, l'exécutif doit prendre le relais : la mobilisation étant le moyen le plus efficace d'atteindre ses revendications, son exécution est prioritaire.

4.2.1 Division des tâches

La division des tâches est importante dans toute organisation de mobilisation. Il faut éviter de refaire les mêmes choses, il faut que le matériel d'information soit produit et imprimé avant le temps prévu pour la mobilisation. Un tas de choses doit être pris en compte au moment de diviser les tâches.

Qui fait le suivi avec les gens qui feront du terrain pour s'assurer de leur présence?

Qui produit les affiches ou les tracts et qui les affiche ou les distribue?

Qui s'occupe de les faire imprimer pour que des tracts soient prêts le matin et quand? Le matin : 15 minutes avant la distribution? Est-ce vraiment une bonne idée?

On fait un déroulement de bannière. Quelle bannière? Faut-il en faire une nouvelle? A-t-on le matériel pour la faire et l'accrocher?

Textes du camp de formation des 18 et 19 septembre 2010

Des tournées de classes sont organisées. Les professeur-e-s sont-ils courant? Sinon qui le fait? Qui fait les tournées de classe? On verra au moment de faire les tournées? Est-ce une bonne idée? On distribue quoi pendant ces tournées de classes? Sur quoi on met l'emphase? L'AG? La manifestation?

Tant de questions à se poser lorsqu'on organise une mobilisation massive; tant de réponses sont nécessaires pour réussir la mobilisation. Bien sûr, il y a bien d'autres questions à se poser, à vous d'y penser en temps et lieux. Enfin, on n'insistera jamais assez sur la division des tâches, car en plus de permettre une plus grande efficacité, elle favorise la gestion collective, et la prise de responsabilités collectives.

Le phénomène le plus courant dans le mouvement étudiant est celui du « supermilitant » et de la « supermilitante ». C'est la personne qui donne coeur et âme pour l'association, qui en coule ses cours, qui ne dort plus en y pensant trop, qui prend toutes les charges sur soi, faute de bénévoles. Les « supermilitantes » et « supermilitants » ne font que rarement long feu, et s'en sortent avec une démotivation extrême du militantisme. Diviser les tâches, c'est aussi répartir le poids sur un groupe plus fort qu'un individu seul.

4.2.2 Choisir des responsables

Pour répondre à toutes les questions qu'on se pose, pour s'assurer que toutes les tâches se fassent, il est important de nommer une personne responsable de la mobilisation. Que se soit une personne à la coordination de votre comité, que se soit un poste sur l'exécutif ou simplement une personne volontaire, il faut une coordination. Beaucoup de temps peut être sauvé s'il y a une bonne coordination. Le travail de coordination est un travail important qui demande beaucoup de temps et d'énergie à consacrer. C'est ni plus ni moins que de coordonner l'activité sur laquelle l'existence même de notre regroupement combatif est

fondée : la mobilisation.

4.2.3 Calendrier et plan de session

Il est toujours pertinent de prévoir la mobilisation sur le long terme en début de session pour tenter de prévoir un calendrier de session. Il est certain que des éléments supplémentaires vont se rajouter au courant de la session. Le but du calendrier est de tenter de prévoir d'avance les effectifs (matériels et/ou humains) nécessaires et de se préparer en conséquence, sans quoi le plan ne sert à rien. Souvent le manque de temps trouve son origine dans la mauvaise organisation (oublier de faire imprimer des tracts, faire les tâches en double, calendrier mal réparti, problème de priorisation...) L'utilisation d'un calendrier pour s'organiser dans le temps permet de favoriser l'efficacité de notre mobilisation. Savoir qui, quand, où, quoi, comment. Que ce soit organisé à chaque heure ou chaque période, l'important est que ce soit organisé. Dotez-vous d'un calendrier de distribution massive le matin, de tournées de classe.

Malgré le calendrier le plus efficace du monde, pour que la mobilisation fonctionne bien, il faut respecter le calendrier. Il faut donc être présente et présent au rendez-vous que l'on se donne dans un premier temps pour réussir à réaliser les tâches à accomplir, mais surtout pour ne pas décourager les camarades qui se lèvent le matin et qui vous attendent pendant plusieurs minutes.

4.3 Matériel d'information

L'outil essentiel lors de la mobilisation : le matériel d'information. Il est absolument impensable de partir du local de l'association dans l'idée d'aller faire de la mobilisation sans avoir une pile de tracts ou autre chose entre les mains. Le matériel est le prétexte de votre visite, il justifie votre relation avec la population étudiante. Il vous remet en place si vous êtes perdu dans vos idées, il vous permet de conclure en laissant le tract (ou autre) à votre interlocuteur. Seront démontré et expliqué les types de matériel

Textes du camp de formation des 18 et 19 septembre 2010

d'information et leur utilité dépendamment du type de mobilisation. Bien que l'ASSÉ ne produit pas seulement un journal, mais bien d'autres types de matériel, il ne faut pas avoir peur d'en produire au local, c'est même très pertinent. Cela permet d'ajuster son discours avec les enjeux du local en plus de favoriser une diversité graphique. La production locale de matériel permet aussi d'annoncer les événements locaux.

4.3.1 Affiches

Une bonne affiche doit se conformer à la règle des trois « C »; l'affiche doit donc être claire, concise, et « cute ». Il ne faut pas avoir peur de se limiter qu'au simple babillard réservé, l'affichage est efficace lorsqu'il tape l'oeil à tout moment peu importe l'endroit où l'on se trouve. L'affiche ne sert qu'à montrer aux étudiants et étudiantes que se vit une atmosphère de mobilisation, elle ne sert à rien si elle n'a pas un tract, un journal ou un événement auquel les gens peuvent se référer pour comprendre ce que veut dire l'affiche et aller plus loin dans la réflexion politique. Il est possible d'obtenir des gains sur votre entente de service avec l'administration, notamment avoir le droit d'afficher sur les portes d'entrée augmente de beaucoup la visibilité.

4.3.2 Tracts

Outil privilégié de la distribution de masse. Cet outil de mobilisation est idéalement servi pour annoncer des activités et bien sûr les rappeler quelques jours avant. C'est pour cette raison qu'il doit être produit de façon massive et diffusé de la même façon idéalement.

4.3.3 Dépliants

Le dépliant est intéressant, car il incarne le juste milieu entre le journal et le tract. Plus court qu'un journal, plus complet qu'un tract. Il s'agit donc d'un outil à privilégier dans une campagne de mobilisation. En plus, ce format est très intéressant, car il permet d'encarter un tract sur une assemblée générale ou sur une mobilisation quelconque.

4.3.4 Journaux

Dans les journaux repose l'ensemble de l'argumentaire qu'on désire mettre de l'avant. C'est dans les journaux qu'on aborde les questions en profondeur. Qu'on rentre dans le détail technique, qu'on explique son interrelation avec la cause sociale. Si tout le monde lisait l'ensemble des journaux, ce serait l'outil d'information par excellence pour informer, mais ce n'est pas le cas. Il est intéressant de présenter minimalement d'où provient le journal. Que ce soit en faisant l'animateur ou l'animatrice de foire ou en allant le distribuer aux tables. Un kiosque à journaux n'est qu'une décoration, mieux vaut le distribuer lors d'actions ou lors de tournées de classe.

4.3.5 Renouvellement du matériel de mobilisation

Dans une mobilisation qu'on désire mener sur une longue période, il est important de renouveler le matériel d'information. On parle alors d'escalade des moyens d'information. Il ne faut pas lancer une campagne massive d'information avec une tonne de matériel et repasser l'ensemble de ce même matériel durant toute la session voire même l'année; les gens ne liront plus ni ne prendront plus ce matériel. Il faut savoir adapter son matériel d'information à la réalité locale, savoir répondre aux arguments que l'on entend.

4.4 Types de mobilisation

Pour le bien de cet ouvrage, on pourrait diviser les types de mobilisation en quatre grandes catégories. Aucune de ces catégories n'est plus importante l'une que l'autre; c'est l'application diversifiée de ces différents types de mobilisation qui en font son succès.

4.4.1 Mobilisation massive

La mobilisation massive n'est pas le type idéal pour convaincre les masses de joindre un plan d'action ou pour faire voter des revendications. Ce type de mobilisation n'apporte pas directement le débat, il permet simplement de

donner des informations de base sur les enjeux et rappeler des événements comme une manifestation ou une assemblée générale. Elle est souvent utilisée le matin lors de l'arrivée des étudiantes et étudiants aux portes d'entrée.

4.4.2 Mobilisation 1 vs 1

Ce type de mobilisation est le meilleur moyen de convaincre les gens d'adhérer à une idée, que ce soit dans une campagne d'affiliation, de grève ou simplement une campagne d'information. Ceci permet d'établir un dialogue avec la base et aussi de susciter un débat d'idée. L'importance du dialogue vient de ce qu'on a dit plus haut, soit la possibilité pour les « mobbeux » et « mobbeuses » de réorienter leurs discours et leur approche en fonction des commentaires reçus lors de la mobilisation. Pour les nouvelles personnes qui commencent à faire de la mobilisation et même pour les anciens et anciennes, cela permet de tester son argumentaire de manière concrète.

Attention, c'est souvent dans ce type de mobilisation, parce qu'il peut arriver qu'un étudiant ou une étudiante se faisant interpeler réagisse mal, que les émotions prennent le dessus et qu'on y perde de vue notre objectif premier. Se fâcher, parler de plus en plus fort, insulter l'interlocuteur sont toutes de bonnes manières de fermer son esprit à toute écoute pour un bon bout de temps. Dans ces cas-là, mieux vaut donner le dépliant qu'on a entre ses mains et aller voir quelqu'un ou quelqu'une d'autre. Encore une fois, des revendications adaptées à la réalité locale ont plus de chances d'être appuyées que des objectifs irréalisables qui nous font se faire traiter d'utopistes, ou encore de « pelleteux de nuages ».

4.4.3 Tournées de classe

Les tournées de classe sont vraiment à privilégier dans une mobilisation. Elles permettent d'avoir l'attention d'un grand nombre de personnes à la fois. Lors de ces tournées, il faut tenter de lancer le débat et éviter les tournées de classe de surface. Organiser des tournées de classes efficaces prend du temps. Il faut donc maximiser le temps que

nous avons avec la classe pour lancer le débat. Idéalement il faut provoquer le fait que des questions soient posées. Une interaction avec le groupe est toujours bien. Étant donné le grand public, il est important d'uniformiser le discours, de se préparer collectivement afin de s'assurer que l'ensemble de la population reçoit les mêmes informations. Attention, certains départements de professeur-e-s ne sont pas toujours chauds à l'idée de se faire déranger durant le cours. Il faut prévenir le département d'avance et considérer les tournées de classe comme une activité de mobilisation exceptionnelle, c'est-à-dire que c'est dans le cadre des mobilisations les plus importantes qu'on les exécute.

4.4.4 Organisation d'actions

Par action on veut dire de mettre en oeuvre une mobilisation dont le thème principal n'est pas la diffusion d'un matériel d'information comme les autres types décrits. On peut chercher à créer un événement médiatique, attirer l'oeil des étudiants et étudiantes par une mise en scène ou un déroulement de bannières à un endroit achalandé. Plusieurs astuces peuvent alors être employées pour augmenter la visibilité. La mobilisation par les actions est souvent mise de côté, car elle nécessite une plus grande organisation, donc plus de temps. Cependant il est intéressant d'en organiser à quelques occasions : ça permet de toucher ceux et celles qui ignorent la mobilisation traditionnelle, et aussi de sortir de sa routine quotidienne.

5. Conclusion

La mobilisation est la chose la plus importante pour une association oeuvrant par le syndicalisme de combat, elle nécessite pour être durable d'avoir un comité de mobilisation permanent avec un responsable pour assurer le suivi des tâches et la transition d'une année à l'autre. Cet atelier se voulait le « contenant » de la mobilisation : la structure envisageable, les moyens de diffusion, les détails à ne pas omettre pour bien s'organiser, mais le contenu reste à

déterminer selon chaque personne et selon la situation locale. Je finirai en disant qu'il ne faut jamais désespérer, car dans le domaine du militantisme, chaque personne peut faire la différence, et le fait de recruter une seule personne dans l'année peut sembler bien peu, mais cette personne qui vient grossier les rangs est déjà un gain si on considère tout l'effort qu'elle pourra effectuer à vos côtés l'année suivante.

Les stéréotypes sexistes dans la presse, la publicité et la communication

par Elisa Jandon sur le cas français

Intervention prononcée lors du colloque «L'homme est-il une femme comme les autres ? les identités homme / femme» 5^o partie «Les identités symboliques» : Les stéréotypes sexistes dans la presse, la publicité et la communication

Introduction

« Je suis la femme, l'éternelle, celle dont on voit tant et plus le soutien gorge de dentelle passer sur tous les autobus. Mon collant va bientôt vous plaire. Mes fesses au niveau de vos yeux, quant à mon slip il prolifère dans le métro c'est merveilleux»

Mes mystères, Anne Sylvestre, 1978

1978 : cette chanson date de 1978. C'est une des constantes de la lutte anti patriarcale : presque rien ne bouge, les analyses continuent d'être valables d'années en années. Souvent en retrouvant un tract de ces fameuses années MLF, on se dit que seule la présentation (tapée à la machine à écrire, reproduit au stencil) laisse deviner leur date.

Faire référence à une grande soeur en féminisme, c'est aussi combattre le syndrome de l'année zéro. Car c'est l'un des stéréotypes les plus nuisibles : le féminisme n'aurait pas d'histoire. Toute femme en révolte contre sa condition serait la première et bien isolée.

Les stéréotypes qui sont, du point de vue féministe, sexistes sont véhiculés partout et tout le temps. Et pourtant le corps social réagit et apprend à décoder. Depuis le temps qu'on dénonce l'utilisation du corps, tout le monde sait que l'image n'a rien à voir avec le produit et qu'on cherche «simplement» à marquer les esprits. La publicité joue plus sur la provocation

et l'effet médiatique que sur le mérite du produit.

Une utilité politique et sociale plus qu'économique ?

La pub n'aurait pas d'utilité. Les sondages d'opinion peinent à prouver l'impact de la publicité sur les comportements d'achats. Or dans un contexte de mondialisation, tous les grands groupes couvrent plusieurs secteurs économiques et font appel massivement à des professionnels de la communication donc rien n'est innocent. Du temps d'une plus forte emprise de l'Église sur la société, les sermons avaient pour fonction de donner les grandes lignes d'organisation de la société. Maintenant les stéréotypes jouent comme des messages subliminaux à longueur de temps. Ces messages relaient une contrainte sociale forte : la pérennité de jeux de rôles sociaux. Ces rôles sociaux agissent comme une identité symbolique qu'on endosse au-dessus de la sienne propre afin de correspondre aux stéréotypes du genre ou sexe social auquel on appartient. Les hommes doivent tous être grands, forts, intelligents, père (pour prouver l'authenticité de sa virilité), ayant la maîtrise de l'argent, la politique et l'économique, puissants voire violents. Les femmes doivent toutes être plus petites, faibles, soumises, mères (parce que faites pour), ayant en charge le ménage, les soins enfants, aux personnes âgées et aux blessés, douce et compréhensive.

La presse, la publicité ou la communication en général mettent donc en oeuvre des stéréotypes. Les corps et les sexualités (ensemble des phénomènes sexuels ou liés au sexe) sont considérés comme des produits qui se vendent ou s'achètent ; et ce, dans un contexte où les moyens de production et d'échange sont possédés en propriété privée et où le but final est la recherche du profit. La société capitaliste ainsi décrite profite d'un système d'oppression sociale et juridique basé sur la soumission des femmes : le patriarcat. Car plus que le sexisme, il faut souligner que c'est bien un système qui oeuvre et relie tous les aspects d'une oppression qu'on peut

identifier comme étant la même. Les stratégies de domination patriarcale passe par la division, l'isolement. Comme dit en introduction, l'oubli des luttes incessantes des femmes est là pour décourager les contemporaines et les rediriger vers leur poste de télévision.

Le holisme autoritaire

Le capitalisme est régi par des règles simples : tout se vend, tout s'achète. C'est la loi du marché, l'offre ne fait que répondre à la seule demande solvable.

Dans ce contexte, la marchandisation des corps et des sexualités recherche le profit inhérent à la logique du capitalisme. La majoration des profits appelle l'utilisation de la publicité. Une des constantes de la publicité est l'utilisation de corps « érotisés », féminin surtout, comme argument de vente. Cette utilisation ne serait pas aussi constante si elle n'était aussi efficace. Faut-il donc comprendre qu'un achat est obtenu contre une sollicitation sexuelle ? En tous cas, la pulsion sexuelle est considérée comme à la base de l'achat, et les ressources majoritairement masculines (80% des pauvres sont des femmes). Notons aussi qu'en vertu du «plafond de verre» qui empêche la progression professionnelle des femmes, les publicistes et leurs clients sont presque exclusivement des hommes.

Statistiques à la louche dans différentes revues

FHM (magazine masculin de loisirs) : 200 p dont 50 p de pub. Les enfants sont absents des pubs. Les 3 thèmes de pub les plus fréquents sont : jeux, parfum, vêtement.

Cosmopolitan (magazine féminin de loisirs) : 230p dont 100p de pub. Les enfants apparaissent sur deux pub : gâteau minute où la mère est réduite à ses mains et voiture «vous aussi vous rêvez d'habituer vos enfants au luxe» (le permis de conduire et la voiture étant des symboles historiques de l'accession à l'autonomie pour les femmes). Sans surprise le trio de pub est

produits de beauté, parfum et accessoires

Le Soir (1^oquotidien belge généraliste) En Une, l'annonce du dernier film de la cinéaste belge Chantal Akerman mais l'image est réservée au duo père fille Klijsters, la gloire de cette tenniswomen revient à son père ! Aucun sujet ne traite des femmes, mais le Soir compte dans son équipe deux grands noms féminins du journalisme : B. Vaes et M. Vandemelebroeck qui signent des articles dans les premières pages. Dans le supplément loisir Victor, on retrouve les même pub que dans les magazines de loisirs notamment une pub pour la vodka qui vante l'effet désinhibant de l'alcool (la femme enlève le rembourrage de son soutien-gorge), substance classée dans les drogues dures, rappelons-le.

La libre Belgique (quotidien généraliste propriété de l'Evêché de Namur). Les femmes sont convoquées en tant qu'expertes ponctuelles. Les images représentent des femmes accessoires (tient la photo d'un opposant, ramasse les papiers dans une salle de conférence). On trouve la première signature féminine sous la plume d'une grande reportrice à laquelle ses collègues masculins ont permis de se faire tirer dessus pour son sujet sur la culture de la coca. La seule pub destinée aux femmes est celle d'un magasin de robes de mariées.

La sexualité des dominants, nourrie d'autoritarisme et présentée comme majoritaire, se trouve dotée d'une fonction sociale : l'apprentissage et l'habitude de la soumission (notamment à travers la répétition de corps en position d'attente ou agi ce qui est le cas dans presque toutes les pub de parfums). En parallèle de l'uniformisation des modes de vie, se construit ainsi une uniformisation de l'érotisme bien pratique car plus propice à l'augmentation des profits dans une logique de production en série.

Les corps présentés sont le plus souvent morcelés (les parties manquantes étant fréquemment la tête, les mains, les pieds), en position d'attente, frêle, leurs zones sexuelles

primaires ou secondaires exposées parfois plus que le produit vendu. Ainsi est renforcée l'idée que le corps d'une femme peut être mis en jeu dans un acte d'achat ou de location. Dans la logique capitaliste, n'existe donc que le profit et sa recherche quels que soient les clients, la demande et les produits.

Conclusion

Tous ces exemples, ces tentatives d'explication et l'environnement publicitaire omniprésent me renvoie à la notion de stigmaté. En effet, que ce soit dans la grossesse (ce sont les femmes qui tombent enceinte), la prostitution (visibilité des prostituées, invisibilité des clients), le marquage religieux (voile pour les filles, nike pour les garçons), les viols de guerre (les femmes bosniaques se sentaient coupables) ou de paix, les signes extérieurs de richesse (certaines femmes portent des tuniques qui peuvent peser 20 kg), le problème de la garde de l'enfant fait à deux parce que maman travaille et non pas parce que papa et maman travaillent, l'importance de la maison bien tenue par la mère épanouie d'une famille unie (santé mentale symbolique), ce sont les femmes qui sont en première ligne. Chaque fois qu'il y a crispation ou offensive, c'est sur le corps des femmes que les enjeux se nouent.

« Mais bientôt enfin je serais vieille, vous ne m'imaginerez plus, je n'en aurais plus rien à faire de mon mystère. On ne mettra plus en vitrine ni mes dessus ni mes dessous, j'aurais enfin pauvre poitrine, des varices et le ventre mou, je me vautrerai dans mon âge, je boufferai n'importe quoi sans qu'on m'emmerde à chaque page avec tout ce qu'il ne faut pas »

Ceci est le dernier couplet de la même chanson d'Anne Sylvestre. Les stéréotypes c'est ce qu'on nous montre et aussi ce qu'on cache, ignore, annule. C'est des femmes vieilles, actives sexuellement, avec un handicap, lesbienne, autre que blanche occidentale. On montre surtout petites filles africaines rigolotes avec leurs tresses alors que la représentation des asiatiques (la

population chinoise dépasse le milliard d'individu) est quasi nulle.

Ces stéréotypes relaient abondamment le discours patriarcal sur le désir des hommes et le corps des femmes, mais qu'en est-il des désirs des femmes et du corps des hommes ?? D'un point de vue patriarcal, l'individu n'a aucune valeur pour soi mais une valeur relative et collective: il doit se fondre dans le rôle social que son sexe biologique lui a assigné sinon c'est la répression sociale qui se met en route, l'exemple le plus marquant étant celui des homosexuels (qui subissent des viols punitifs commis par des hétérosexuels se prouvant ainsi leur virilité).

De ce point de vue, l'homme qui cherche à défaire son comportement des attributions masculines (travailler moins pour s'investir plus auprès de ses enfants, faire un métier de femme, soutenir les femmes ostracisées dans les milieux traditionnellement masculins), ces hommes là oui sont des femmes comme les autres. L'une des stratégies les plus vieilles et toujours efficaces, c'est de diviser pour régner. L'histoire compte des épisodes récurrents de femmes qui mettent au point des stratégies de solidarité. Ca fait des siècles qu'on vous attend. Alors, messieurs, le MLH, c'est quand vous voulez.

« Le Comité femmes en grève : entrevue avec Isabelle, Françoise et Anne »

Maria Nengeh Mensah

Nowelles pratiques sociales, vol. 18, n° 1, 2005, p. 9-17.

De février à avril 2005, plus de 100 000 étudiants et étudiantes du Québec ont déclaré une grève illimitée pour exercer une pression collective contre le gouvernement au pouvoir. Qualifiée du plus grand rassemblement étudiant depuis 1968, cette grève a fait couler beaucoup d'encre. On a parlé des coupures proposées par le gouvernement. Au cours de la campagne électorale de 2003, le Parti Libéral du Québec, avec Jean Charest à sa tête, promettait le gel des frais de scolarité pour les études postsecondaires tout en maintenant son désir de baisser les impôts. Afin de tenir ces promesses, les Libéraux organisèrent ce qu'ils appellent aujourd'hui la « réingénierie » de l'État, une forme de réorganisation des priorités budgétaires et du rôle de l'État dans la société. Plusieurs projets de loi, tels la loi 31 sur le code du travail, furent passés à l'Assemblée nationale sous bâillon. Plusieurs programmes sociaux virent leur budget amputé, tels le programme des garderies, et l'éducation ne fut pas exemptée de ces coupes. La réforme de l'Aide financière aux études prévoyait ainsi des coupures de 103 millions de dollars dans le régime de prêts et bourses. Des coalitions représentant les étudiants collégiens et universitaires engagèrent dès lors des négociations avec le gouvernement. Des marches de protestation sont organisées, pendant ce temps, la grogne s'étend dans le milieu étudiant. Devant l'impasse, plusieurs consultations concernant une grève commencent à s'organiser dès l'automne 2004.

On a parlé aussi des grandes associations étudiantes concernées, dont la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), la Coalition pour une association solidaire syndicale étudiante élargie (CASSÉÉ) et l'Association facultative des étudiants et étudiantes en sciences humaines de l'Université du Québec à Montréal (AFESH). En somme, les revendications du mouvement étudiant concernaient l'abolition de la réforme de l'Aide financière aux études, la fin de tout projet de décentralisation ou d'arrimage au marché du réseau collégial et le tout dans une perspective de gratuité scolaire et d'éradication de l'endettement étudiant. La CASSÉÉ, elle, avait élargi les bases de la lutte étudiante pour y inclure des revendications

Textes du camp de formation des 18 et 19 septembre 2010

menant vers un projet de société plus global : la fiscalité responsable, la démocratisation des institutions postsecondaires, l'altermondialisation, la démilitarisation, le développement du logement social, et la défense des droits des minorités, avec une attention particulière aux droits des femmes. La CASSÉE fut exclue de la table des négociations par le nouveau ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier à cause de son refus de condamner les gestes violents posés lors d'actions qu'elle a organisées. Toutefois,

selon la CASSÉE, c'est plutôt dans le but de diviser le mouvement étudiant que le ministre l'a écartée.

NPS a rencontré trois étudiantes qui ont participé à l'émergence d'un collectif féministe au sein de la mouvance étudiante de l'UQÀM qui a milité pour l'amélioration des rapports de pouvoir entre hommes et femmes à l'intérieur des groupes militants. Le Comité femmes en grève de l'UQÀM était composé d'une dizaine d'étudiantes, aussi membres de la CASSÉE et engagées dans différents groupes militants ; certaines plus que d'autres, certaines à l'UQÀM depuis plus longtemps, mais toutes avaient milité au moins de près ou de loin dans le milieu étudiant. Leur point de vue a rarement été diffusé, mais leurs actions ont eu néanmoins un impact déterminant dans la vie de plusieurs étudiantes et étudiants.

NPS – Selon vous, quels étaient les enjeux de la grève étudiante ?

ISABELLE : Je sais qu'il y a toute une symbolique autour du 103 millions, mais nous avons essayé d'apporter un discours plus large, justement vers un débat de société sur le droit à l'éducation, l'avènement de l'endettement étudiant, sur la gratuité scolaire, le maintien du réseau collégial dans son intégrité.

FRANÇOISE : Pour nous, ça allait encore plus loin aussi. Nous avons amené des propositions en assemblée générale de l'AFESH, par exemple, sur les mères étudiantes, les mères monoparentales qui se faisaient couper dans les prêts et bourses parce qu'elles recevaient une pension alimentaire pour l'enfant. Nous avons amené des caucus non mixtes sur le féminisme et plusieurs autres points féministes à l'ordre du jour.

ISABELLE : C'est que dans l'organisation de la grève, plusieurs comités soulevaient des questions rattachées à la division sexuelle du travail : la garderie, le comité bouffe, des comités occupations de l'UQÀM pour se réapproprier l'espace... Et tous ces enjeux vont bien plus loin que les 103 millions.

ANNE : La grève a été déclenchée et menée en réponse à des enjeux pragmatiques et concrets. Ces enjeux-là sont intimement féministes aussi.

NPS – Comment a débuté votre implication ?

ISABELLE : En septembre 2004, un comité féministe radical s'est mis en branle à l'UQÀM. Un peu plus tard dans l'année, vers le mois de décembre ou janvier, donc avant la grève, il y a eu une tentative de créer un comité femmes à l'AFESH. Cette action a permis de recruter d'autres étudiantes féministes, mais le comité lui-même est tombé à l'eau. Puis après ça, la grève a commencé.

FRANÇOISE : Là, nous avons ouvert le groupe et nous nous sommes appelées « Comité femmes en grève ». Tous les matins, il y avait un Conseil de grève et nous faisons de la promotion pour parler du collectif, que nous étions ouverts à toutes les femmes qui voulaient venir, pas seulement les étudiantes impliquées dans la grève.

NPS – Quelles sont les conditions qui ont favorisé l'émergence des « collectifs féministes » au sein du mouvement de grève étudiante ?

ISABELLE : D'abord, il y a eu l'inexistence de groupes féministes. Quand nous cherchions les contingents féministes à l'intérieur du mouvement de la grève étudiante, il était supposé en avoir, mais il n'y avait personne. Il y a eu une rumeur d'une bannière à un moment donné dans une manifestation qui représentait un collectif féministe ; nous l'avons cherchée, mais nous ne l'avons jamais trouvée. Le féminisme est présent dans le

Textes du camp de formation des 18 et 19 septembre 2010

discours, mais pas souvent dans la pratique. Par exemple, les étudiants grévistes étaient intéressés par la réalité des étudiantes monoparentales et voulaient en savoir plus. Mais qui allait faire la recherche, porter le point de vue ou en parler d'une façon éclairée ?

ISABELLE : C'était important que la lutte féministe fasse partie intégrante de la grève parce qu'il y a beaucoup de sexisme et de machisme dans le monde étudiant, et encore plus pendant des moments de tension comme lors d'une grève. Nous avons entendu parler d'incidents assez graves qui ont eu lieu : des agressions sexuelles, physiques, verbales et psychologiques envers des étudiantes, venant d'étudiants machos impliqués dans le fonctionnement des instances de la grève étudiante. L'idée était de se réapproprier un local amical, un local non mixte. Parce que, dans une grève, nous nous doutions qu'il allait y avoir des moments d'occupation, d'action, puis qu'il allait être important d'avoir un endroit où nous pouvions nous sentir bien à tout moment. Un endroit non mixte et où il n'y aurait pas trop de hiérarchie.

FRANÇOISE : C'est aussi selon nos expériences personnelles des groupes militants, dans les différentes associations étudiantes ; nous savions combien un collectif féministe serait pertinent en contexte de grève.

NPS – Est-ce que d'autres instances féministes étaient impliquées à vos côtés ?

ISABELLE : Nous n'avons pas cherché l'appui de l'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQÀM. Nous aurions pu, mais notre action était plus sur le terrain qu'institutionnelle...

FRANÇOISE : Il y a deux temps, de façon générale, dans la grève. Certaines vont chercher des appuis auprès des syndicats, des professeurs de cégep, des médias, des trucs comme ça. Puis, il y a du monde sur le terrain, comme le Comité femmes en grève.

NPS – À quels obstacles vous êtes-vous heurtées ?

ISABELLE : Il y avait le problème de coordination. Les deux ou trois premières semaines de la grève, tout était beau, tout le monde était bien content. Ensuite, ça s'entredéchirait, à l'UQÀM et ailleurs ; il y a des divisions internes incroyables qui ne sont jamais réglées. Puis le mouvement s'est séparé par associations étudiantes.

FRANÇOISE : Ce qui a été dur aussi, en fait, moi, je l'ai ressenti comme ça, le Comité femmes m'intéressait, mais pendant ses réunions, je ne pouvais aller aux autres réunions des autres comités qui m'intéressaient.

ISABELLE : Et tu ne peux pas faire de l'occupation en même temps. Faire une occupation prend deux jours complets. Parce qu'il faut l'organiser, puis la faire, puis, te faire arrêter. Je pense que nous avons toutes les trois d'autres implications qui nous intéressaient, puis c'était quand même une grève. Ça donnait le goût d'aller dans les manifestations à l'extérieur de Montréal.

FRANÇOISE : Oui. Alors finalement, parfois, le choix de s'impliquer est un peu déchirant. Les 10 femmes impliquées faisaient partie des 30 personnes impliquées dans l'UQÀM. Veux, veux pas, nous nous sommes brûlées. Après trois semaines de grève où tu cours partout, tu ne dors pas, tu fais des occupations, tu es stressée, la police débarque... Tu sais, c'est vraiment l'enfer ! Donc, tu te dis : « Tel comité, on va manquer deux ou trois réunions, tel autre aussi, puis tel autre. Puis le local, est-ce qu'on va l'occuper ou non ? Tu sais, il n'y aura plus personne qui y vient. À quoi sert-il ? Est-ce qu'on le garde à long terme ou pas ? »

NPS – Après trois semaines...

ISABELLE : Déjà, après trois semaines, puis à la fin de la grève, il n'y en avait plus de...

FRANÇOISE : Plus de réunions.

Textes du camp de formation des 18 et 19 septembre 2010

ISABELLE : Plus de réunions, plus rien. Le local, nous l'avons un peu abandonné à son sort. Après huit semaines, c'était l'épuisement, puis c'était aussi très démoralisant, c'était le retour à l'école et la négociation des ententes d'évaluation...

FRANÇOISE : Mais dans la tête des gens, la gratuité scolaire ça reste quand même un espoir.

NPS – Selon vous, quelle était la perception que les gens avaient du Comité et de vos activités ?

ISABELLE : Paraît-il que le Comité femmes en grève a inspiré la création de comités femmes en milieu collégial... et ailleurs. C'est le bon côté. Aussi, quand nous nous sommes approprié notre local, les gens ont tout de suite cédé à notre demande sans questionnement. Ça a été clair : elles y ont droit. Mais pour le quotidien du local, certains ont mal réagi, dans le sens de croire que nous n'avions pas le droit d'être seules, au risque de « comploter contre les hommes ». Franchement ! Puis nous avons eu des réactions vraiment dégueulasses. Des gens qui sont entrés dans le local, des hommes, pour nous écrire des obscénités sur le tableau, du genre « Ma bite vous dit salut ».

NPS – Ce sont des étudiants ?

ISABELLE : Oui. Mais en plus ce sont des gens qui sont en train d'occuper les locaux de l'université, qui sont supposés être conscientisés à la cause féministe. Là, tu te demandes avec quel genre de gars est-ce que je faisais les manifs ? Tu ne sais pas qui c'est, c'est signé anonyme, tu sais : « On va vous faire peur les petites féministes. »

NPS – Alors, il y a beaucoup de résistance ?

ISABELLE : Du bord des hommes énormément ; du bord des femmes, il y en avait quand même, mais moins. C'est vrai que la double tâche existe dans le milieu militant aussi, et de là, plusieurs femmes ont reconnu la pertinence du Comité femmes en grève et

plusieurs discussions ont eu lieu.

FRANÇOISE : Les gars refusaient quasi systématiquement de faire des caucus non mixtes. Oui, nous avons forcé la main pour qu'il y ait quelque chose de féministe, parce que tout le monde n'avait que la grève étudiante au coeur et personne ne voulait mettre le temps et l'énergie d'apporter d'autres enjeux, disons sur l'environnement, le racisme, la pauvreté en général. C'était compliqué d'essayer de faire des liens avec les autres mouvements sociaux.

ANNE : Même qu'il était supposé d'y avoir des occupations femmes tous les jours, pas seulement dans la semaine du 8 mars.

ISABELLE : D'ailleurs, un slogan qui était ressorti était : « Être féministe, c'est de l'action directe tous les jours. »

NPS – On n'en a pas entendu parler ?

ISABELLE : Le problème du Comité femmes en grève, c'est qu'il a fini par être restreint, parce qu'au fur et à mesure que la grève a grossi en importance, partout au Québec, les questions féministes n'ont pas suivi. Le mouvement a pris de l'ampleur à travers des associations étudiantes qui n'avaient pas nécessairement de caucus féministe ou qui n'étaient pas conscientisées. Alors que les associations

qui étaient à la base de la grève, ça faisait longtemps qu'il y avait des féministes qui martelaient qu'il y avait du machisme dans le milieu militant. Le mouvement s'est éloigné de tout ça.

ANNE : C'est vrai que, dans certaines associations, comme à l'AFESH par exemple, le féminisme est pris au sérieux... Quand tu ne féminises pas, tu te le fais dire ! Et c'est certain qu'à l'UQÀM, il y a une culture féministe, plus grande peut-être qu'à d'autres endroits dans le Québec francophone, ce qui fait que c'était plus facile.

FRANÇOISE : Puis, il y avait aussi beaucoup de militants et militantes de l'extérieur, en fait peut-être d'anciens étudiants, ou des gens qui

Textes du camp de formation des 18 et 19 septembre 2010

militent dans d'autres groupes, qui nous demandaient des nouvelles, pas seulement sur le Comité femmes, mais sur la grève en général. Les gens étaient intéressés et nous encourageaient en disant « Vous avez un très grand impact », « Il n'y a jamais rien eu comme ça qui s'est fait ». Ça faisait du bien d'entendre cela.

FRANÇOISE : Oui. De nous dire « C'est extraordinaire ce que vous faites ». Ah ! Wow ! Merci !

ISABELLE : La perception des gens était vraiment des deux : positive et négative. Ça me fait penser à un cas d'il y a quelques années d'un militant bien connu qui a commis des actes agressifs envers une femme et qui avait été dénoncé publiquement dans le milieu militant. Les femmes, les féministes se sont beaucoup fait reprocher d'avoir tassé un ami de la lutte. Qu'est-ce qui est le mieux finalement : accepter qu'il y ait des femmes qui se fassent agresser pour avoir un membre de plus, parce que nous ne sommes jamais assez nombreux, ou exclure les gens agressifs ? Personnellement, cela va de soi, on l'exclut, on le tasse, il ne mérite pas d'être là. Je trouve ça difficile de penser qu'on s'empêche parfois d'agir et de dénoncer par peur de ternir l'image du mouvement. J'aime mieux savoir que je suis en sécurité, savoir que mon intégrité physique et morale est respectée !

FRANÇOISE : Je pense que la question de l'image est une question de fond. Mais faire une occupation n'aide pas à l'image, s'habiller en noir non plus.

ISABELLE :... peur qu'on pense que toutes les féministes soient méchantes de toute façon...

ANNE : Il ne faut pas oublier que ce n'est pas parce que tu es en grève et que tu milites, que tu n'es plus dans des rapports sociaux, qu'il n'y a plus de rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes.

ISABELLE : Tout à fait. Je pense que c'est

comme la brutalité policière que nous avons subie en temps d'arrestation ou d'intervention policière ; que nous l'ayons dénoncée ou non, les gens disent que, de toute façon, nous la méritions. La population générale pense que lorsque tu fais une occupation, tu dois t'attendre à te faire brutaliser.

FRANÇOISE : Il y a même des gens qui voulaient nous rentrer dedans avec leur voiture en hurlant : « Tu le méritais de te faire rentrer dedans par un char tu sais ! ». Certains étaient comme un peu fous.

NPS – Qu'avez-vous réalisé comme actions pendant, durant et après la grève ?

ANNE : Dès le deuxième jour de grève, nous avons eu un local non mixte, un lieu agréable et sécuritaire pour les femmes seulement.

ISABELLE : La non-mixité, le fait d'avoir un lieu pour nous qui peut être sécuritaire, par exemple, quand il y a une occupation en temps de grève, est importante. Quand tu dors à l'UQÀM et que tu n'as pas le goût de dormir à côté de n'importe qui, tu ne sais pas ce qui peut arriver, si les trois ou quatre personnes à côté de toi font l'amour, ou si la fille se fait agresser, parce qu'il n'y a personne qui va lever le ton et dire : « Est-ce que ça va ? » Aussi pour avoir un lieu d'expression plus facile. Parce que, par exemple, dans les comités, les gars parlent plus et plus fort que les femmes. Alors, c'est un lieu pour faciliter l'expression, pour parler de certains problèmes reliés au genre, au machisme, etc. C'est pour cela que nous avons notre local, et que nous l'avons répété 10 000 fois à 10 000 personnes, je ne sais pas combien de fois par jour.

FRANÇOISE : Plus la grève avançait, plus il y avait de femmes qui disaient : « Ah ! Je vais peut-être aller voir dans le fameux local non mixte qu'est-ce qui se passe. » Puis tranquillement il y a de plus en plus de femmes qui sont venues voir. « Ah ! Bien finalement, ce n'est pas si fou que ça, cette

Textes du camp de formation des 18 et 19 septembre 2010

idée-là. »

ISABELLE : Nous avons fait une soirée où nous avons invité des féministes des alentours, par exemple, Les Sorcières, un groupe de jeunes féministes radicales. Elles sont venues nous visiter et elles nous ont écrit un beau message sur le tableau dans le local. Nous l'avons laissé en souvenir et comme décoration.

ANNE : Ensuite, une de nos plus importantes activités était de surveiller les actes de violence envers les femmes et de les dénoncer.

ISABELLE : Au début de la grève, quand il y avait le Conseil de grève et que les structures mises en place fonctionnaient, le Comité femmes en grève était vraiment utile parce qu'il y a eu des dénonciations d'agressions verbales. Nous les avons dénoncées publiquement, du moins au Conseil de grève, et nous nous étions trouvés des moyens de défense aussi.

FRANÇOISE : Puis, nous avons averti les gars de ne pas jouer les superhéros parce que cela nous obligerait à agir. Nous n'acceptons pas la violence envers les femmes, peu importe l'effervescence du mouvement. Nous allons être vigilantes. Nous allons suivre la personne jusqu'à ce qu'elle sorte de l'UQÀM !

ANNE : Lorsqu'un individu agressait verbalement les femmes en leur disant « ta grève, il faut qu'elle arrête, parce que sinon tu vas avoir affaire à moi », c'est là que nous avons notre mot à dire. Il y a même eu des menaces d'agressions, de mort, du genre « Si tu nous dis que ce n'est pas fini, je vais te retrouver, puis... ». Alors, nous décidions d'intervenir par rapport à lui, et nous l'apportions au Conseil de grève, en disant aux gens comment nous prévoyons agir pour répondre à l'agression.

ISABELLE : D'abord, nous le surveillions sans arrêt, puis quand il y avait des gros rassemblements de gens et que nous savions

que l'individu y serait, nous surveillions encore plus, par exemple, en nous assoyant à côté de lui lors des assemblées générales, en utilisant la photographie pour en faire une description et pouvoir informer les femmes sur son cas, en accompagnant les femmes pour qu'elles portent plainte.

ANNE : Une autre activité que nous avons réalisée avec le Comité femmes a concerné l'implication des femmes dans les tactiques d'occupation de l'espace universitaire. Nous avons donc organisé une occupation de l'UQÀM pendant la semaine du 8 mars.

ISABELLE : Puisque nous pouvions en faire pendant toute la durée de la grève, nous nous demandions pourquoi l'occupation par des femmes devait seulement avoir lieu autour du 8 mars. Parce qu'à la limite, les gens vont se dire « ah ! Bien, c'est le 8 mars, c'est normal ». C'est justement l'idée de dire les femmes sont là et il faudrait que nos préoccupations soient reconnues tous les jours, que ça fasse partie de notre discours de tous les jours, pas seulement le 8 mars.

ANNE : Il y a un projet que finalement, nous n'avons pas mis en branle, mais je pense qu'il aurait fait en sorte qu'encore plus de femmes soient venues. Parce qu'il y avait plusieurs ateliers pour lesquels l'inscription était complète !

FRANÇOISE : Nous avons 12 ateliers préparés sur différents thèmes, mais, avec la double tâche, parfois nous avons dû faire autre chose que les activités que nous nous étions fixées au départ. Les thématiques touchaient parfois des questions spécifiques aux militantes grévistes ou des revendications particulières, mais d'autres des questions plus générales et ludiques. D'ailleurs, nous avons donné un atelier sur la réappropriation du vagin. C'est le seul qui s'est donné.

ISABELLE : Ah ! Oui, nous étions une quinzaine à peu près. C'était vraiment sympathique. Nous nous sommes bien

amusées.

FRANÇOISE : C'est clair que, personnellement en tout cas, ça m'a permis de discuter avec certaines femmes du comité, puis avec d'autres femmes qui n'étaient pas nécessairement dans le comité. Apprendre aussi à mettre ses limites, reconnaître quand nous sommes brûlées, accepter que parfois il faut se reposer et prendre soin de soi. Il était vital d'explorer ces thèmes, parce qu'il y avait quand même une pression sur toutes les personnes impliquées : être là tous les matins, rester jusqu'à 22 heures, tous les soirs. Ça fait qu'à un moment donné, tu étais portée à croire que tu étais une moins bonne militante parce que tu étais fatiguée.

ANNE : Se donner corps et âme à la lutte, à la cause.

FRANÇOISE : C'était une religion. C'est comme la foi en...

NPS – Et aujourd'hui, le collectif existe-t-il toujours ?

ISABELLE : Bien là, c'est l'été.

ANNE : Nous ne nous sommes pas réunies, mais comme avant la grève, nous avons des projets d'action, moi, il y a encore des choses qui me tiennent à cœur. Ça fait qu'en début de session, je voudrais avoir une réunion. Ça reste à voir. Mais je pense que ça devrait ressusciter.

NPS – Ça redeviendrait ainsi le collectif féministe radical d'avant...

ISABELLE : C'est ça.

ISABELLE : La gaffe !

Économie du savoir : L'éducation au service de l'accumulation capitaliste

Eric Martin

Cet automne, le gouvernement s'apprête à procéder à un deuxième dégel des frais de scolarité après celui de 2007, qui a déjà eu pour conséquence d'augmenter les factures étudiantes de 1 668 \$ à 2 168 \$ par année d'ici 2012. ... Pour l'occasion, le gouvernement organise un spectacle consultatif, le « forum des partenaires de l'éducation ». Le gouvernement a pourtant un projet très clair, faire de l'éducation un instrument de développement économique dans « l'économie du savoir », et des « partenaires » déjà identifiables dans la classe dominante, les entrepreneurs et les corporations de capital de risque. Les étudiant-e-s, conviés à cette table, ressemblent moins à des partenaires qu'à des plats de résistance.

Nouvelle accumulation, nouvelle éducation

Le capitalisme, de par sa nature, vogue de crise en crise. Ces dernières décennies, les taux de profits ont plafonné et l'accumulation capitaliste a ralenti. L'ancien modèle d'accumulation « fordiste », basé sur la consommation de masse, est entré en crise. Nous avons donc assisté à une mutation du capitalisme vers le post fordisme, un nouveau régime d'accumulation, basé non plus sur la production réelle de marchandises, mais sur la spéculation financière et le crédit. La production physique a été envoyée en Chine et ailleurs, et les économies du Nord se sont tournées plutôt vers les services et la création-conception. Désormais, on allait faire de l'argent non plus en produisant physiquement des choses, mais en contrôlant des idées et technologies brevetées et cotées en bourse, ou exigeant une main d'œuvre surqualifiée à « haute valeur ajoutée ».

Il fallait pour cela attirer des investisseurs étrangers et créer des « pôles d'innovation » qui produiraient ces nouvelles connaissances payantes. Malheureusement, la recherche-développement coûte très cher. Les corporations capitalistes, les managers et les gens d'affaire, bref les membres de la classe dominante qui organisent (et bénéficient de) l'accumulation capitaliste, ont donc demandé à leurs laquais de la classe politique (pensez à Lucien Bouchard ici) d'aider à détourner les cégeps et universités du Québec. Théoriquement, ceux-ci auraient dû servir à instruire des gens. Depuis longtemps, on leur demandait de participer au « développement économique » local, régional, national en produisant des travailleurs-euses qualifié-e-s. Maintenant, il fallait en faire un peu plus : l'État du Québec devait utiliser ses fonds publics pour organiser de nouveaux espaces d'accumulation financière pour le privé, et ses universités devaient se reconvertir en immense centres de recherche compétitifs qui attirent un maximum de « cerveaux » à l'international et produisent un maximum de recherche commercialisable.

La nouvelle éducation, celle dont parlent les politicien-ne-s, entrepreneur-e-s, recteurs-trices vendu-e-s lorsqu'ils disent vouloir en faire une « priorité » pour le Québec, c'est l'éducation productrice de techniciens, chercheurs et de brevets : l'économie du savoir, ou plutôt le savoir au service de l'économie (le capital). Ainsi, lorsqu'ils crient que l'éducation est « sous financée au Québec », c'est avant tout de celle-là dont ils parlent, et s'ils veulent plus d'argent, c'est pour accélérer la croissance de l'école-centre-de-recherche-vendable, et tuer un peu plus encore l'école au service de la culture et de la pensée.

Les nouveaux rôles sociaux dans la nouvelle université¹

¹ Tout ce que je dis de l'université ici est à peu près vrai au CÉGEP, sauf peut-être parfois de manière encore plus ridicule, avec des centres de recherches en partenariat avec l'entreprise locale qui porte sans sourciller le nom de la compagnie et toute la collusion qui règne entre petits maire-roitelets et DG de cégeps véreux. Mais l'Université en est à peu près rendue à la même place, à certains égards.

Voilà pour quoi tout le débat sur les ressources arrange bien l'élite, puisqu'il masque un débat sur les objectifs et les fins des collèges et universités. Mais plus on paie cher les professeur-e-s, et plus l'on reçoit de subventions de recherche ciblées pour développer de la connaissance appliquée, et plus les professeur-e-s deviennent des PME de recherche pour lesquels enseigner (le cœur de la profession!) devient une nuisance, et les étudiants, un fardeau.

D'où la multiplication du nombre de chargé-e-s de cours aux conditions précaires dans nos universités. Quant aux étudiant-e-s, tant qu'ils sont au cégep, on peut en faire de bons techniciens employables. Les étudiants du bac feront des professionnels ou petits cadres, et leurs frais de scolarité élevés (qui monteront tout le temps sans cesse) serviront à financer les « cycles supérieurs ». Les étudiant-e-s de maîtrise font de bons assistant-e-s de recherche, et ceux du doctorat participent au rayonnement international de l'entreprise-université. Toute la communauté universitaire, toute l'université, toutes ses « ressources », jusqu'à ses lieux physiques (espaces verts, nombre de fauteuils, de poubelles, etc.) sont mobilisés pour la performance de l'unité de recherche qu'elle incarne désormais, afin de monter un peu plus dans les palmarès de l'université de Shanghai ou ceux de Maclean's et de l'Actualité. N'allez pas croire que ce n'est qu'affaire de quantité : il faut aussi organiser une « expérience étudiante » de qualité, capable de rivaliser avec les Club Med du monde, si l'on veut que les jeunes « citoyen-nes du monde » de la planète entière viennent poser leur macintosh et leur flip-flops à l'Université de Montréal plutôt qu'à Rio de Janeiro, puisque l'université, comme le reste, est maintenant globalisée.

Faire le saut à l'international, celui du capital internationalisé, aura coûté cher : il aura d'abord que l'université, en gardant les apparences, se dissolvait de l'intérieur. Puis ensuite, il aura fallu engager quantité de fonds publics dans sa

reconversion en usine-à-brevets. Heureusement, en échange du privilège de participer à un projet de recherche toujours interdisciplinaire, dont la somme des résultats remplace la connaissance générale d'antan, les étudiant-e-s sont amenés à payer des « droits » de participation au jeu de la recherche qui font que les corporations n'ont pas à payer trop d'impôts pour que se produise le gigantesque transfert de richesses du bas vers le haut qu'implique l'économie du savoir. Chaque personne se charge elle-même d'accéder à une éducation de plus en plus dénationalisée pour laquelle elle s'endette, quitte à payer un impôt spécial individuel proportionnel à son revenu plus tard (idée néolibérale applaudie depuis des décennies par les fédérations étudiantes du Québec).

Ainsi, la personne contracte un emprunt sur la base d'un flux de revenu futur anticipé (gros salaire après le diplôme!) et investit pour rentabiliser son capital humain en participant à des colloques, des projets de recherche et autres niaiseries où l'on ne trouve en général, au mieux, rien d'autre que ce que Castoriadis appelait « l'industrie du vide », quand ce n'est pas, dans le pire des cas, quelque projet visant à consolider quelque industrie de biotechnologie ou d'armement. Et tout le monde s'empresse de jouer le jeu au seul bénéfice du système et de la logique de la Valeur.

Non seulement les entreprises utilisent-elles les fonds publics, les infrastructures de l'État et des maisons d'enseignement : elles utilisent le temps, le cerveau, la vie de milliers de personnes qu'elle dépossèdent d'un accès à une véritable éducation pour mettre plutôt leur inventivité au service de la fuite en avant de l'accumulation de valeur. Trouver de nouvelles façons de continuer la croissance capitaliste et la poursuite de l'accumulation, sans trop d'égard la catastrophe écologique en marche: il y aura de toute façon des laboratoires qui sauront développer des technologies de dépollution et de gestion de la destruction pour permettre à la machine de

continuer comme avant, business as usual.

Après l'institution, l'organisation

Dans le fordisme, l'université avait déjà perdu le sens d'elle-même depuis longtemps et s'était mise en bonne partie au service du marché du travail sur lequel elle s'était « branchée » comme usine-à-diplômé-e-s. Voici maintenant qu'elle se convertit elle-même de l'intérieur en organisation de type entreprise. La gouvernance de la corporation est importée dans l'ancienne institution, celle-ci ne répondant plus à un but supérieur (la transmission de la synthèse de la connaissance), mais à un impératif de production de savoir marchand, sous la surveillance d'administrateurs eux-mêmes au service des « actionnaires » de l'État et de l'Université que sont les corporations capitalistes. Un seul coup d'œil au conseil d'administration des nouvelles organisations de production de savoir (anciennement : « écoles ») suffit à montrer que les entreprises y détiennent désormais la majorité, voir le 2/3, sous la direction de recteurs-trices payées comme des PDG et se comportant comme tel.

Jamais civilisation n'aura été en face d'un péril appelant l'exercice du jugement critique vis-à-vis de ses façons de vivre, alors que pèse la menace bien réelle d'une destruction de la quasi-totalité du vivant dans à peine quelques décennies, et jamais civilisation n'aura organisée, sur une base généralisée et démocratisée, l'accès de tous et toutes à des casernes de formation à l'ethos entrepreneurial (la nouvelle gouvernamentalité) et à la recherche instrumentale, c'est-à-dire à des lieux de formation au non-jugement et à l'amoralité. Il aura pour cela fallu détruire tout ce qui liait l'université à une société, à un ensemble de valeurs communes, à la transmission d'une culture et d'un bagage symbolique constitutif de l'autonomie des personnes.

Désormais, l'école ne forme plus les Sujets d'une raison commune en valeurs, elle forme les objets d'un nouveau Sujet automate : le capital, ou la logique de la valeur. Ainsi, c'est la poursuite de la

croissance de la valeur qui agit, et les individus et écoles qui sont agis par elle. Notre civilisation est ainsi en train de sacrifier le monde réel à une abstraction fumeuse : celle de l'argent, véritable trou noir venu dévorer nos vies concrètes. Déjà, le sens de ce que nous faisons est disparu sous un fatras de technocratie destinée à nous insérer dans des mécanismes de gestion, de contrôle, de sorte que notre parole semble n'avoir plus de prise sur ce qu'il advient du monde. Tout au plus traversons nous l'école pour nous mettre ensuite au travail, une activité qui ne sert depuis longtemps à rien d'autre qu'à reproduire la croissance de l'argent sans égard à que le travail produit, puisque, du reste, ce n'est plus lui qui produit la croissance. Le travail sert dès lors surtout à garder quantité de gens mobilisés au quotidien dans une activité inutile, pendant que la richesse spéculative se réalise dans l'alchimie de la finance, en échangeant des droits de propriété dérivés de dérivés adossés à des mirages.

Tout ce système est déjà cliniquement mort, mais continue à fonctionner sur le respirateur artificiel. Le détournement de l'éducation, tout autant que celui de la santé (biotech), vise à mettre un prix sur la connaissance, ou encore sur la vie elle-même, pour maintenir artificiellement la croissance en transformant en marchandises des choses dont la nature même en fait des biens communs. Qui peut prétendre être propriétaire de la vie? De la connaissance humaine? De la terre? (Coup de théâtre : la propriété privée de la terre était une mauvaise idée). Qui peut prétendre posséder un peuple, une humanité entière? Qui peut prétendre posséder les villes, rivières, paroles et écoles d'une communauté vivante?

Les corporations capitalistes. Voilà qui, en bon clergé de la nouvelle Idole, du nouveau Sujet total qu'est la valeur comme médiation des rapports sociaux. Le triomphe progressif des rapports sociaux capitalistes sur toute autre forme de vivre-ensemble et de rapport humain au monde signifie que nous sortons progressivement d'une société de type politique,

laquelle avait au moins dans son principe l'idée que les gens puissent avoir une prise sur ce que leur monde allait devenir (la bourgeoisie s'est réservée ce droit), à une société postpolitique où la direction que prend le monde est laissée à un mécanisme impersonnel, genre de doomsday machine à la Dr. Strangelove, où plus personne ne sait trop pourquoi on continue à accélérer vers le mur en carburant aux gaz de schistes.

L'histoire est néanmoins ouverte, et il n'y a pas de fatalité à l'œuvre pour qui s'entête encore à penser, à s'organiser et à agir pour vaincre. La première tâche, intellectuelle celle-là, est de mesurer et de cerner la nature des transformations que le capital fait subir à l'éducation, aux individus et à la société. Ici, nous avons déjà quelques outils, et la plupart semblent nous dire que le principal problème est la destruction du lien social symbolique et politique et son remplacement par l'économie. D'où il découle que la solution en éducation comme en toute chose lorsqu'il est question de détruire le capitalisme avant qu'il ne nous détruise, et bien que cette solution ne sera pas « économique », puisqu'il n'y a, du reste, pas de telle chose que « l'économie » comme réalité autonome, sauf dans le capitalisme. Dans une société qui aurait de l'allure, l'économie serait remise à sa place, qui est à peu près aussi importante que celle d'un inventaire d'épicerie, plutôt que « science » fondatrice, c'est-à-dire moyen au service de finalités supérieures. Il ne s'agit donc pas de demander plus d'argent, de régler le sous-financement qui n'existe que tant qu'on demande à l'université d'être la turbomachine de production qu'elle est devenue, ou d'avoir un débat de ressources. Il s'agit d'avoir un débat sur les finalités de l'éducation au Québec, et cela est impossible sans avoir un débat sur les finalités politiques qui animent le restant de la société, et qui ne peuvent plus se réduire au seul « développement économique » et à la création de richesse si l'on veut former autre chose que des cancre et éviter le suicide de cette société ou le meurtre des autres.

Le mouvement étudiant, de même que la plupart des mouvements sociaux, répètent des revendications inchangées depuis 30 ans sur la redistribution de la richesse et la régulation du capitalisme. Or, c'est la production de la richesse elle-même qui, dans le capitalisme, pose problème, car l'exploitation se double d'une destruction écologique par le mode de production industriel, dans le capitalisme avancé, d'un détournement de l'entièreté de la vie au service du processus de la valorisation. Il serait grand temps de revoir le catalogue des revendications. Il faut arrêter de redistribuer de la richesse parce qu'il faut arrêter d'en produire, et l'université ne doit pas être un lieu dans lequel on importe sans cesse plus de valeur, mais un lieu où l'argent et ses agents sont méprisés et ne sont pas les bienvenus. Quoi qu'on en soit venu à penser, enseigner ne coûte pas cher, et il faudrait se poser des questions lorsque cela commence à être le cas. Quelque chose ou quelqu'un quelque part fait de l'argent avec un métier qui tirait sa principale noblesse d'avoir pour seul intérêt la formation de l'esprit, c'est-à-dire la pensée et sa transmission critique

Il faut conserver la défense de la gratuité scolaire, bien sûr, car voilà bien une idée élémentaire : l'éducation est, plus qu'un droit, un don d'une société à ses membres, et il sera tout aussi absurde qu'obscène que l'on y appose un prix et que l'on en fasse une marchandise. Mais celle-ci doit être défendue à partir d'une conception substantielle retrouvée de l'université et de l'enseignement, laquelle est inséparable d'un questionnement sur la nature de la société. La gratuité d'une université de gestion est proprement inutile. Peut-être une telle démarche permettra-t-elle, en comparaison, de montrer le ridicule des positions economicistes des fédérations étudiantes, gorgées d'économie bourgeoise, et constituant le plus souvent un discours de légitimation de l'ordre existant. Elle permettrait surtout d'éviter de réduire à un débat économique ce qui constitue un débat vital et existentiel sur le sens de ce que nous faisons, et

auquel nous ne pensons plus.

À partir de telles conceptions partagées, il est possible de s'organiser, et de faire non seulement obstacle au spectacle des partenaires de l'automne, mais plus largement au projet délirant des maîtres, l'économie du savoir, laquelle suppose la mort de l'école et de la pensée pour que triomphe l'accumulation capitaliste soi-disant infinie, du moins jusqu'à ce que la pollution nous rattrape. Il y a bien sûr des liens de solidarité à faire avec le reste des mouvements sociaux et le reste du monde, pourvu que cela soit fait sans complaisance envers les revendications dépassées qui prennent encore pour cadre de référence la période fordiste. Il y a quelque chose de ridicule, aux abords de la fin du monde, à demander de plus hauts salaires et à appeler de ses vœux la croissance capitaliste : il faudra être capable de le dire.

Il y a aussi une critique de l'État à faire. Celui-ci n'est pas intéressé par un projet d'éducation comme celui qu'il faut défendre. L'État capitaliste est le principal instrument de l'overclass et animateur principal de la nouvelle logique d'accumulation, garant des banques lorsqu'elles tombent, initiateur des reprises, agent de la répression violente par les polices et les armées contre ceux et celles qui, de la Grèce à Toronto, refusent de payer pour la crise des capitalistes et de faire les frais des nouvelles mesures d'austérité. C'est pourquoi demander à l'État de redistribuer la richesse et de sauver l'enseignement a quelque chose d'absurde. Bien sûr, sous la pression populaire, des gains à court-terme, partiels et temporaires, peuvent être obtenus pour endiguer le projet de l'économie du savoir. Mais les élites capitalistes n'en démordront pas, tant que le stade d'évolution du mode de production restera le même. Tant que la logique de reproduction du capital aura besoin qu'on la nourrisse de choses communes à privatiser et de consommation à crédit, il y aura quelque chose à craindre, et cela ne se réglera que si le capitalisme meurt ou se trouve dépassé. S'il s'effondre, il y a

de forte de chance que nous, de même que le reste de la nature et du vivant, y passions aussi.

C'est pourquoi la défense d'un autre mode de vie, d'un projet d'autonomie individuelle et collective et d'une société dotée d'institutions et de valeurs communes axées sur la défense des cultures humaines, de la dignité et la liberté des personnes et des peuples, de même que le respect des formes de la nature, un projet antipatriarcal et antiraciste, s'avère essentielle. La principale contradiction du capitalisme n'est pas entre l'appropriation bourgeoise de la richesse et la dépossession du prolétariat à qui il faudrait « rendre » la richesse et les instruments de production. Elle est entre la logique totale de ce système et un autre monde qui ressemble étrangement à celui qu'il y avait avant le capitalisme, la justice en plus, et à celui qui lui a survécu dans les marges, tissé de solidarités humaines. Attaquer le système capitaliste et lui opposer une société et un projet éducatif capable, comme le disait Michel Freitag, de former « des êtres humains capables de vivre ensemble », voilà peut-être la tâche la plus importante à laquelle nous consacrer si nous voulons éviter la barbarie qui vient.

LECTURE RECOMMANDÉE

FREITAG, Michel, *Le naufrage de l'Université*, Editions Nota Bene, Québec, 1998, 369 p.

Les hommes et le féminisme : intégrer la pensée féministe

par Yannick Demers

Mis en ligne sur Sisyphes le 13 octobre 2003

© Sisyphes 2002-2010

Ce texte a été écrit à l'intention d'hommes d'un regroupement progressiste pour le droit à l'éducation, mais peut s'appliquer, à notre avis, à tous hommes confrontés à une analyse féministe des rapports sociaux de sexe.

Nous sommes fréquemment confrontés, en tant qu'hommes militant dans un milieu de gauche, à une analyse féministe de la société ; que ce soit indirectement, à travers un atelier ou un débat d'instance, ou par le biais d'une action menée par un groupe de femmes du milieu, ou plus directement, lorsqu'une de nos consœurs dénonce le sexisme à son égard et sa place stéréotypée dans le groupe, ou nous interpelle face à un de nos comportements machistes. Quelle que soit la forme par laquelle nous y sommes confrontés, le féminisme nous questionne profondément dans nos attitudes et comportements masculins - ce que nous avons jusque là considéré comme notre identité profonde - nous interroge quant à notre responsabilité dans l'oppression des autres (les femmes) nous qui sommes pourtant habitués à dénoncer l'oppression créée par les autres, les capitalistes, les racistes, les fascistes.

Malheureusement, notre première réaction - qui peut souvent perdurer quelques années - lorsque nous sommes confrontés à cette juste critique, est la levée de bouclier, la négation, la défensive. Nous nous sentons agressés, bouleversés, remis en question : on nous demande, sans formules de politesse et sans possibilité de refus, de changer. Mais qui a-t-il de mal à changer, lorsque ce changement est porteur d'égalité, que nous avons le pouvoir concret de révolutionner des rapports sociaux, en commençant par notre seule

volonté ? C'est après tout ce que nous demandons à chaque jour à toute et chacun lorsque nous luttons contre le capitalisme, contre la privatisation de l'éducation, contre la guerre. Nous demandons aux autres ce que nous refusons de faire nous-même : accepter le dévoilement de notre position sociale, reconnaître nos privilèges, travailler à les abolir pour que cesse l'oppression et ce tant dans nos comportements quotidiens que dans la société au sens large.

Une critique à intérioriser

Les changements qu'on nous demande ne peuvent être effectués uniquement sur le mode passif. Bien que la remise en question de nos comportements machistes doive partir de l'écoute attentive et active des revendications des femmes de notre milieu, nous ne devons pas attendre qu'une féministe pointe chaque élément problématique pour réagir : ce n'est pas à elle d'avoir à porter le fardeau de la preuve et à être constamment prise au piège dans le rôle de la dénonciatrice « casseuse de party ». Constamment attendre la critique devient une manière efficace pour éviter la critique : la personne qui dénonce, stigmatisée et isolée, à bout de patience et de souffle, finit par abandonner la dénonciation.

Une réelle compréhension du message des femmes qui interrogent nos attitudes doit mener à une intériorisation du message et à une responsabilisation. Attention, cela ne signifie pas de se prendre de culpabilisation, de s'auto-flageller et de s'accabler de tous les maux de la terre : même si la culpabilisation est un processus par lequel il arrive à plusieurs de passer, soit par sentiment d'impuissance, par vertige devant le chemin à parcourir, par le désespoir créé par la prise de conscience de notre position sociale d'opresseur - position à laquelle nous ne sommes pas habitués et qui ne constitue pas une identité agréable à porter. Il importe de dépasser ce stade, absolument stérile, de la réflexion, et de tenter de comprendre la critique qui nous est

faite. Cette compréhension passe par une écoute attentive des femmes qui nous interpellent : n'ayons pas peur de questionner, sans insister et sans pression, nos collègues féministes, qui se feront généralement un plaisir de nous expliquer leur pensée si la demande semble honnête et sincère. Ne craignons pas non plus de consulter la littérature féministe, qui est souvent plus accessible que l'on pense : nos mêmes consoeurs se feront certainement un plaisir de suggérer quelques lectures qui les ont elles-mêmes aidées à prendre conscience de leur situation.

Une prise de conscience active et dynamique aide à se sortir du schème de culpabilité et à répondre de manière plus appropriée aux revendications féministes. De plus, cela peut contribuer à faire mentir le dicton (véridique) qui dit : derrière tout homme proféministe se trouve une (ou plusieurs) féministes épuisées(s)...

Quand notre réflexion devient réaction

Une réflexion active sur les rapports de sexe n'est pas nécessairement signe de réflexion favorisant l'abolition des rapports d'oppression hommes-femmes. Le fait que nous prenions une autonomie (normale et nécessaire) dans notre réflexion face aux faits qui nous sont reprochés peut nous amener à rompre avec l'idée initiale de celles qui nous ont interpellé. Nous recevons la critique féministe, prenons acte des faits reprochés, étudions la situation pour... céder à la peur du changement et au mode défensif et renverser la situation pour critiquer le féminisme, plutôt que se critiquer soi-même. Ce renversement peut se manifester par : le refus d'écouter, la déformation et la caricature des propos féministes (les féministes haïssent les hommes, elles veulent éliminer les hommes...), la contre-accusation, la symétrie (vous êtes aussi pires que nous...), le renversement de la situation, etc. Un de ses procédés les plus courants, se constituant en réel mouvement organisé depuis quelques années, est le renversement de situation : ce que nous nommons le « masculinisme » témoigne d'un

usage systématique de ce procédé.

Ce masculinisme, que nous appliquons tous à des degrés variés à certains moments de nos vies, répond à l'appel des féministes en suggérant que l'inégalité entre les sexes existe... mais qu'elle est plutôt subie par les hommes et que les féministes en sont les responsables. Procédé typique à la droite conservatrice - un-e ministre vous a sûrement déjà accusé d'être anti-démocratique parce que vous bloquez la rue ou manifestiez contre le G8 - qui consiste à noyer le poisson en relativisant tout (la violence est commise par les hommes et les femmes de même manière...), à accuser de mauvaise foi la personne qui vous dénonce (les féministes qui veulent le pouvoir...), à se victimiser pour éviter la critique à tout prix (je souffre en tant qu'homme, alors ne me demande pas de changer...). Le masculinisme, s'il est présent sous forme organisée, par le biais de plusieurs groupes, est surtout présent au quotidien et se manifeste dans les nombreuses résistances que nous manifestons face au féminisme. Posons-nous la question : comment est-ce que je réagis lorsque l'on me critique ? Suis-je ouvert, accueillant et intéressé, ou fermé, agressif et accusateur ?

Une base nécessaire

Intérioriser la pensée féministe exige enfin de nous une modification de nos perceptions des rapports de sexe et de nos valeurs à leur égard, afin de faire concorder notre vision du monde avec l'analyse de la situation que nous propose le féminisme. Les discours scientifiques nous martèlent depuis des siècles que les hommes et les femmes (tout comme les blancs et les noirs, les homos et les hétéros) sont fondamentalement différents et que cela explique largement nos différences sociales. Ces discours, qui se sont modifiés et constamment adaptés, au fur et à mesure que l'on prouvait leur invalidité, ont comme point commun leur ardent désir de prouver hors de tout doute cette différence. Nous ne nous attarderons pas ici à énumérer et réfuter les arguments propres à ces discours

(toute une épreuve en soi), mais soulignerons seulement que ces discours témoignent tout bonnement d'un désir de légitimer les inégalités sociales et que ce simple fait les rend hautement suspects. Est-il nécessaire de prouver une différence fondamentale entre les sexes alors que, aujourd'hui même, des femmes ont prouvé leur capacité à accomplir tout ce que des hommes peuvent accomplir ? Alors que, si différence il y a, elles sont à ce point insignifiantes qu'elles ne jouent qu'un rôle infime dans l'organisation sociale de notre société ?

Intérioriser cette critique féministe demande de nous l'intériorisation d'un idéal social dans lequel les hommes et les femmes seraient tout bonnement équivalents, ce qui permettrait à tout individu, homme ou femme, de s'accomplir dans une diversité dépassant la barrière fautive des sexes (barrière maintenue par l'existence même des sexes). Sans un idéal de ce genre, quel intérêt avons-nous à voir nos privilèges éliminés au profit d'une égalité hommes-femmes, qui ne nous apporte autrement qu'une satisfaction éthique ? Sans intérêt à la réussite de l'idéal féministe, comment pouvons-nous être vraiment honnête dans notre remise en question ? Sans honnêteté et engagement, comment pouvons-nous prétendre réellement supporter la cause féministe ?

Un engagement au quotidien

Ne nous décourageons pas devant l'importance des objectifs à atteindre : les changements nécessaires à l'abolition des rapports d'oppression hommes-femmes sont colossaux, mais seulement vus d'en bas. Une progression au quotidien ne demande pas plus d'effort que celle que nous faisons dans notre rapport au capitalisme, par exemple. Nous ne sommes pas parfaits, ne le deviendrons probablement jamais, mais ce n'est pas vraiment ce qui importe. L'important est d'aborder les critiques avec ouverture d'esprit et réceptivité, avec honnêteté et flexibilité et surtout avec un réel désir de changement. Le cheminement sera beaucoup

plus agréable si nous collaborons activement avec les féministes, beaucoup plus enrichissant pour nous. Mais rappelons-nous que ce n'est pas une simple demande qui nous est formulée : c'est une exigence. Le féminisme, comme tout mouvement d'émancipation, arrivera un jour à son but (il a déjà fait beaucoup cheminer) et il le fera avec ou sans nous. À nous de choisir notre camp...

Être délégué-e à une instance

Introduction

Prendre des décisions en groupe large n'est pas une chose aisée. Pour rendre la tâche plus facile aux délégué-e-s, voici un petit résumé des procédures, des règles et des façons de faire qui sont appliquées dans les instances de l'ASSÉ. Après la lecture de ce chapitre, il est plus que recommandé de consulter les Statuts et règlements de l'ASSÉ et le Nouveau code des règles de procédure, afin d'avoir une information complète et détaillée.

Une instance de l'ASSÉ, c'est quoi?

Une instance, c'est la structure que l'on se donne pour prendre des décisions collectives. Les trois instances majeures de l'ASSÉ sont le Congrès, les Conseils Régionaux et le Conseil de Coordination (CoCo). Il ne faut jamais oublier que le Congrès est l'instance suprême de l'ASSÉ, par conséquent, les positions prises dans les autres instances doivent être conformes à ses décisions.

Le Congrès

Le Congrès est l'instance suprême de l'ASSÉ. C'est là que se prennent toutes les décisions importantes. Toutes les associations membres doivent y être présentes. Elles sont représentées par une délégation de trois personnes². Chaque délégation se doit de représenter son association selon les mandats d'assemblées générales ou de référendums de celle-ci. Il peut évidemment arriver que les mandats ne soient pas suffisants pour permettre de voter « pour » ou « contre » une proposition, ou encore d'intervenir sur un sujet. Dans cette situation, le rôle de la délégation est de se prononcer au meilleur de sa connaissance et de ramener l'information à la population étudiante lors des assemblées générales suivantes pour assurer de remettre la

² La délégation doit être composée préférentiellement d'au moins une femme et aucune délégation ne doit être composée de plus de deux hommes.

Textes du camp de formation des 18 et 19 septembre 2010

décision finale à l'assemblée générale locale. Il ne faut pas oublier que chaque association étudiante reste souveraine dans ses décisions. Si, donc, un représentant ou une représentante vote pour une proposition, mais que son AG décide d'être contre lorsqu'elle est ramenée au local, c'est cette décision qui prime avant tout.

Seules les délégations des associations étudiantes membres ont droit de vote. C'est donc elles qui ont le dernier mot sur tout ce qui concerne les décisions du palier national. Afin que les Congrès soient constructifs, il est important que les délégations préparent la rencontre et assurent un suivi rigoureux. Voici une liste non exhaustive des choses à faire. Elle peut sembler longue, mais n'oublions pas qu'un Congrès efficace évite beaucoup de travail pénible par la suite.

Plusieurs semaines d'avance...

- Consulter les mandats de l'association étudiante et réfléchir sur leur implication dans l'actualité.
- Consulter les derniers procès-verbaux des Congrès de l'ASSÉ, faire le bilan des campagnes menées depuis le dernier Congrès.
- Réfléchir sur les campagnes à mener et fixer des priorités (car il est rare qu'il n'y ait qu'une seule chose à faire au courant de la session...).
- Discuter en exécutif local (autant d'orientations générales que de propositions concrètes).
- Consulter les groupes internes qui travailleront de concert avec l'association (par exemple les comités de mobilisation).
- Entrer en contact avec les groupes avec lesquels son association locale travaille régulièrement pour connaître leur plan d'action (éviter les conflits de calendrier et faciliter l'élaboration d'un plan d'action cohérent).

- Si besoin en est, et si le temps le permet, entamer la rédaction de documents de réflexion, bilans, etc.
- Entamer l'élaboration de propositions concrètes, de positions et de plan d'action.
- Entrer en contact avec les autres associations étudiantes pour partager les réflexions, discuter des possibilités de plan d'action et de revendications, etc.
- Discuter avec les autres associations étudiantes de l'ASSÉ pour prendre le pouls global des membres.

Quelques semaines avant le Congrès

- Voter en exécutif les trois délégué-e-s et produire une lettre d'accréditation de la délégation à remettre au secrétariat du Congrès ou au moins appeler l'ASSÉ pour informer des membres de votre délégation.

2 semaines avant la tenue du Congrès

- Les associations étudiantes doivent remettre les documents préparatoires au Congrès (textes de réflexion, propositions qui seront amenées par l'association, ...) au siège social de l'ASSÉ.
- Les associations reçoivent les documents préparatoires. Chacun et chacune peut donc en prendre connaissance et continuer la réflexion déjà entamée avec ces nouveaux éléments.
- Les personnes désirant déposer leur candidature au Conseil exécutif doivent faire parvenir leur programme écrit au siège social de l'ASSÉ 2 semaines avant le Congrès. Pour les personnes désirant se présenter sur un comité, leur candidature doit être reçue préférablement deux semaines avant le Congrès.

Juste avant le Congrès

Textes du camp de formation des 18 et 19 septembre 2010

- Relire les Statuts et règlements de l'ASSÉ et le Nouveau code des règles de procédure (pour éviter autant que possible que des questions techniques fassent perdre du temps et alourdissent les séances).
- Relire les positions de l'association et les positions adoptées par l'ASSÉ.

Après le Congrès

- Faire rapport à son exécutif et discuter de comment le plan d'action pourra se concrétiser localement.
- Contacter les groupes consultés précédemment (groupes externes, comités de mob, etc. ...).
- Ramener les positions adoptées en assemblée générale.
- AGIR!

En plus des associations étudiantes membres, le Congrès est aussi composé des membres du Conseil de Coordination, des Comités de travail, du Comité femmes, du Comité journal et du Conseil exécutif qui disposeront d'un droit de parole. Le Conseil exécutif, le Conseil de Coordination et le Comité femmes possèdent également un droit de proposition. Plusieurs associations non membres sont souvent présentes au Congrès. Elles peuvent prendre part au débat, mais en bout de ligne, les décisions reviennent toujours aux associations membres.

Le Conseil de Coordination

Le Conseil de Coordination se réunit régulièrement (à tous les mois). Le Conseil de Coordination est composé des trois délégué-e-s³ de chaque Conseil régional actif, du Conseil exécutif, du Comité femmes, du Comité journal, du Comité à la mobilisation et des Comités de travail actifs. Chaque délégation du Conseil possède un vote. Le Conseil de Coordination est

³ Chaque délégation doit être composée d'au moins une femme, et jamais plus de deux hommes. Cette mesure a pour but d'assurer une présence féminine à toutes les instances.

une instance où plusieurs décisions se prennent entre les Congrès et contribue à son organisation, mais c'est surtout l'équipe de travail qui assurera la concrétisation des décisions du Congrès.

Les Conseils Régionaux

Les Conseils Régionaux fonctionnent selon des Statuts et règlements qui leur sont propres. Il est donc impossible de faire un « mode d'emploi » commun. Cependant, comme dans toute instance de représentation (c'est-à-dire quand seulement des représentants et de représentantes prennent les décisions) l'important, c'est de s'assurer que toute décision qui y est prise revient ensuite en assemblée générale locale. Il est aussi important de ne pas oublier de voter des délégué-e-s au Conseil de Coordination. Idéalement, ces délégué-e-s ne sont pas les externes des associations, car ils et elles seront appelé-e-s à prendre diverses responsabilités (qui peuvent être pesantes, quand on a déjà les responsabilités d'exécutant ou d'exécutante).

Un peu de procédures

Les instances regroupent souvent une grande quantité de gens, avec des habitudes variées, des façons de s'exprimer et de prendre des décisions qui diffèrent parfois largement. Pour que chacun et chacune puisse prendre la place qui lui revient dans les débats et les processus de prise de décision, l'ASSÉ fonctionne selon avec le Nouveau code des règles de procédure. Les procédures peuvent parfois alourdir le ton et le rythme des débats ou inhiber certaines personnes qui se sentent contraintes par des règles déterminées d'avance. Par contre, lorsque tout le monde les maîtrise, elles permettent de mieux se centrer sur les débats. Le but n'est pas de tout connaître par cœur, mais d'être familier ou familière avec le code, de façon à pouvoir s'y référer facilement en cas de doute. L'avantage majeur est qu'il permet de mettre sur papier les règles que chacun et chacune devra respecter, les rendant ainsi accessibles à tous et toutes, et non seulement à quelques personnes qui sont à l'aise

de parler en public. Il est recommandé de lire le Nouveau code des règles de procédure de l'ASSÉ, mais voici un résumé des éléments incontournables pour suivre le déroulement.

Ouverture, quorum, ajournement et levée

Pour pouvoir prendre des décisions au nom d'une instance, les membres de cette instance doivent décider qu'ils et qu'elles se sentent légitime de le faire. Pour vérifier si tel est le cas, on commence une instance en proposant l'ouverture. Si, pour quelque raison, une délégation considère qu'il ne faut pas tenir l'instance, un débat et un vote peuvent se tenir sur la question. Si la proposition d'ouverture est battue, alors l'instance n'a pas lieu.

Pour chaque instance, le nombre de personnes nécessaire à sa tenue est prévu. Ce nombre est appelé Quorum. Au début et tout au long de l'instance, toute personne peut demander à la présidence de constater le quorum. Si le quorum n'est pas atteint, l'instance est levée et plus aucune décision ne peut se prendre.

Pour suspendre un moment les débats, on procède en proposant un ajournement. Il s'agit d'une proposition privilégiée. Après chaque ajournement, on doit adopter la réouverture de l'instance.

Lorsque tous les points ont été traités, on adopte la levée de l'instance. Ceci confirme que l'instance est terminée.

Ordre du jour, propositions

Pour éviter de parler de tout et de rien à tout moment des débats, on a établi certaines règles. La première est de diviser les débats par sujet. Chaque sujet à discuter comme point ou sous-point à l'ordre du jour est adopté au début de l'instance. Durant les débats, tout ce qui ne se rapporte pas au point en traitement est déclaré hors d'ordre par la présidence. Lorsqu'une intervention est hors d'ordre, l'orateur ou l'oratrice doit revenir au point ou cesser de parler.

Dans chaque point, on fonctionne par proposition. Une proposition est une phrase (parfois une série de phrases) sur laquelle le Congrès est appelé à se positionner. Pour être discutée, une proposition doit d'abord être formulée clairement par une délégation ayant droit de proposition. Elle doit ensuite recevoir l'appui d'une autre délégation (ce qui confirme qu'il y a un intérêt à discuter de la question). Avant d'être discutée, la proposition sera relue par le secrétariat. Ceci fait, la proposition peut être discutée. Toute intervention ne se rapportant pas à la proposition est déclarée hors d'ordre.

Amendements et sous-amendements

Pour modifier une proposition, on peut proposer un amendement. L'amendement peut servir à ajouter, retrancher ou retrancher pour ajouter certains mots. L'amendement doit être rédigé de façon que, s'il est adopté, la décision du Congrès reste intelligible. Lorsqu'un amendement est proposé et appuyé, on ne doit discuter que de ce dernier. Ainsi, on évite de s'embourber dans les procédures en restant concentré sur une question à la fois. Lorsque l'amendement est adopté ou battu, on revient à la discussion sur la proposition principale (telle que modifiée s'il y a lieu).

On peut modifier un amendement en proposant un sous-amendement. On procède de la même façon que pour l'amendement.

La prise de décision

Lorsque plus personne ne désire intervenir sur une proposition, un amendement ou un sous-amendement, on passe au vote. Les décisions se prennent à la majorité des voix (50% + 1) sauf quelques exceptions (au 2 / 3).

Les points d'ordre

Lorsque les procédures ne sont pas respectées, il est possible de le souligner à la présidence en formulant un point d'ordre. Il n'est pas nécessaire d'avoir un droit de parole pour énoncer un point d'ordre.

Les points d'ordre peuvent être soulevés pour :

- a) Protester contre des personnalités, des défis, des injures, un langage grossier, des propos sexistes ou racistes;
- b) Exiger d'une oratrice ou d'un orateur qu'elle ou qu'il retire des paroles blessantes qu'elle ou qu'il a prononcées;
- c) Demander le décorum (c'est-à-dire le silence et le bon comportement général de la salle.)

Appel de la décision de la présidence

Si un ou une délégué-e juge qu'une décision de la présidence est mauvaise, il ou elle peut en appeler immédiatement. Il ou elle expose les raisons de son appel, après quoi les délégué-e-s sont appelé-e-s à débattre et trancher. En cas de partage égal des voix, la décision est maintenue.

La féminisation

Un des gains des féministes des dernières années est la généralisation de la pratique de la féminisation. La féminisation, c'est l'adaptation du langage verbal et écrit à la réalité des femmes. L'une des principales différences entre la langue traditionnelle et la langue française féminisée, c'est l'abolition de la règle qui dicte que le masculin l'emporte sur le féminin. Par exemple, on ne dira pas : « Les étudiants de ce collège se sont prononcés en faveur du plan d'action », mais bien : « Les étudiantes et les étudiants de ce collège se sont prononcé-e-s en faveur du plan d'action. », ou encore « la population étudiante de ce collège s'est prononcée en faveur du plan d'action. » On reproche souvent à la féminisation d'alourdir le langage et d'allonger les conversations. Pourtant, cette supposée lourdeur relève plus du manque d'habitude que du souci réel d'esthétisme. Rien ne vaut la pratique pour prendre l'habitude!

Les caucus non-mixtes

On constate souvent que les discussions sur les thèmes féministes sont bâclées ou négligées. Il est possible que ce soit dû au manque de représentation des femmes aux instances, ou

encore parce que plusieurs hommes ne se sentent pas concernés par ces discussions. Une solution est de se rassembler en groupes de travail non-mixte. Ceci permet aux femmes de se rassembler pour réfléchir à leur condition de femme sans, pour la durée du caucus, avoir en même temps à composer avec des attitudes désobligeantes de la part de leurs camarades masculins. De plus, les caucus non-mixtes s'avèrent parfois essentiels pour faire place à des discussions difficiles sur des cas vécus, comme les cas d'agressions verbales ou physiques à caractère sexuel, qui, malheureusement peuvent arriver, dans le mouvement comme ailleurs. Évidemment, les discussions sont ramenées dans les réunions mixtes, afin de collectiviser les réflexions. Il n'est donc pas ici question de se rassembler pour comploter, mais bien de mettre en place les conditions qui permettent la réflexion et l'action. Les caucus non-mixtes ne sont pas toujours sur des thèmes féministes, car ceux-ci permettent aussi à des femmes qui ne se sont pas exprimées sur certains sujets de le faire. En effet, ils sont un espace plus propice à la prise de parole.